

Débats sur l'école: les partisans de la démocratisation et de l'émancipation pris entre deux feux



Entre les tenants d'une vision conservatrice de l'école, axée sur l'autorité, et les partisans d'une « modernisation » éducative amplifiant la marchandisation et la mise en concurrence des établissements, le débat sur l'école oscille entre deux postures qui contribuent au maintien d'un système scolaire inégalitaire. Alain Beitone questionne dans ce texte la possibilité d'autres voies. Il évoque « une école de l'exigence intellectuelle » qui ne reposerait pas sur la passivité des élèves, renoncerait à toute logique de classement et de tri social, mais maintiendrait une classification explicite des savoirs soumis à des exigences de vérité. C'est notamment en confrontant les élèves à des défis intellectuels que l'on peut susciter chez eux le plaisir d'apprendre et de découvrir.

Le débat sur l'école est aujourd'hui pris en tenaille par une fausse alternative qui empêche de défendre des idées vraiment novatrices en faveur de la démocratisation de l'accès au savoir.

Le constat de départ est assez largement commun : le niveau baisse et les écarts se creusent. Si l'école française produit toujours une élite remarquable, une proportion croissante d'élèves se trouvent en difficulté dès l'école primaire. Les difficultés rencontrées dans l'entrée dans la culture écrite conduisent par la suite à une accumulation d'échecs dans les apprentissages. De sorte qu'au total le niveau moyen des élèves baisse : des auteurs aussi peu suspects d'être des adversaires de l'école qu'Antoine Prost et Roger Estabiet ont souligné cette évolution préoccupante. Dans le même temps (et les deux phénomènes sont liés), les écarts se creusent entre les élèves qui réussissent le mieux et les plus faibles. Or, en France particulièrement, ces inégalités d'apprentissage s'expliquent principalement par l'origine sociale des élèves. Comme le niveau de diplôme influence très fortement l'insertion sociale et professionnelle des jeunes, on est en présence d'un cercle vicieux qui reproduit les inégalités sociales et scolaires.

Entre modèle conservateur et vision néolibérale

C'est ici que s'ouvre le débat.

Pour les uns, les mauvais résultats de l'école seraient le produit d'un laxisme généralisé. Cela les conduit à présenter une vision mystificatrice d'un passé scolaire idéal (« c'était mieux avant ») où l'autorité des maîtres était intacte et où les élèves étaient sélectionnés grâce à l'examen d'entrée en sixième. Ce « discours de restauration » propose d'instaurer le port de l'uniforme, le salut au drapeau, d'accroître la lourdeur des sanctions, d'orienter dès 14 ans vers la « vie active » ou l'apprentissage les élèves qui « ne sont pas faits pour les études ». Ce discours est repris par l'extrême droite (le collectif Racine lié au FN/RN notamment) et par une partie de la droite parlementaire. Il caresse dans le sens du poil une partie de l'opinion. C'est sans doute ce qui explique que les ministres de l'Éducation de droite (De Robien, Darcos, Chatel) l'aient abondamment utilisé. Certains syndicats enseignants (le SNALC, mais aussi FO) surfent sur le même type de propos. Ce discours qui se présente parfois (et abusivement) comme « républicain » n'hésite pas à dénoncer le « pédagogisme » et plaide pour le retour aux « bonnes vieilles méthodes » qui auraient fait leurs preuves.

Pour les autres, au contraire, l'école serait encore trop traditionnelle, les « pédagogies nouvelles » trop peu pratiquées, l'enseignement trop « vertical » et il faudrait accentuer les réformes pédagogiques pour répondre aux difficultés rencontrées par l'école : des enseignants plus « bienveillants, des méthodes plus « horizontales », des activités plus « ludiques » et plus « concrètes », des démarches « pluridisciplinaires » sont préconisées par une large partie de la hiérarchie de l'éducation nationale, par la plupart des mouvements pédagogiques et par certains syndicats (SGEN-CFDT, SE-UNSA). Outre son influence chez les responsables de l'éducation nationale, ce courant d'idées est proche des ministères socialistes (on peut penser au rôle joué par Philippe Meirieu ou François Dubet auprès de Claude Allègre et bien plus tard de Najat Vallaud Belkacem). Les élus locaux proches du parti socialiste (mais aussi des centristes et d'une partie de la droite) sont aussi acquis à cette approche et l'accompagnent d'un plaidoyer en faveur de « projets éducatifs de territoire » et d'un renforcement de l'autonomie des établissements, mesures qui sont pourtant de nature à amplifier la marchandisation et la mise en concurrence des établissements.

Si la première position est ouvertement conservatrice, elle séduit certains courants issus de la gauche plutôt sensibles à la défense de l'autorité. La seconde, que l'on peut qualifier de « moderniste », apparaît plus sympathique, plus ouverte, plus soucieuse de « l'épanouissement de l'enfant » (expression que l'on trouve dans le code de l'éducation). Elle se réclame le plus souvent d'une volonté de démocratisation. Mais nous disposons désormais de nombreuses études, dans de nombreux pays du monde, qui montrent que ce discours en faveur d'une « modernisation » éducative, plus ou moins articulé avec une logique économique libérale, creuse les inégalités scolaires en dépit de ses intentions généreuses. En effet, au nom des idées de l'École nouvelle (parfois instrumentalisée de façon discutable), c'est la généralisation de la « pédagogie invisible » (au

sens de Basil Bernstein) qui se met en place sous prétexte d'une « adaptation » aux « besoins de l'enfant ». La critique de l'autorité et la volonté de promouvoir la spontanéité des « enfants » conduisent à des activités d'apprentissage dont le cadrage est plus lâche. De sorte que, parfois, on ne distingue plus ce qui relève du jeu et ce qui relève des apprentissages. Dans le même temps, la volonté d'ouvrir l'école sur la vie et de promouvoir la libre expression des élèves conduit à ne plus distinguer clairement les savoirs scolaires et le discours d'opinion.

Deux postures contribuant au maintien d'un système scolaire inégalitaire

Ainsi, consciemment dans un cas, inconsciemment dans l'autre, les deux postures qui dominent le débat sur l'école contribuent au maintien d'un système scolaire inégalitaire. Plus grave, quiconque participe à la réflexion sur l'école est sommé de « choisir son camp ». Cette situation s'est encore aggravée avec l'arrivée à la tête au ministère de Jean-Michel Blanquer. En effet, celui-ci combine avec habileté le discours conservateur du retour à l'ordre et aux méthodes traditionnelles et un discours moderniste et libéral (innovations pédagogiques et recrutement des enseignants par les chefs d'établissements). Cela lui vaut le soutien de François Dubet (qui trouve qu'il est un réformateur) et d'Alain Finkielkraut (qui salue son retour à la tradition). Mais la majorité des « modernistes » se mobilisent et entendent constituer un front anti-Blanquer regroupant ceux qui hier soutenaient ou combattaient la réforme des collèges de Najat Vallaud Belkacem. Par exemple certains, tout en se réclamant d'un projet démocratique pour l'école, soutiennent l'ancien président du Conseil supérieur des programmes (CSP) qui avait fait adopter une charte sur les programmes reposant sur l'approche par compétences. Pourtant l'approche par compétences, marotte de l'OCDE, contribue à soumettre l'école à une logique économique libérale. De même, parce le Conseil scientifique de l'éducation nationale s'est prononcé pour une approche de l'enseignement de la lecture privilégiant une méthode syllabique, il faudrait, si l'on est de gauche, condamner ce document pour contribuer à la lutte contre la politique scolaire du gouvernement. On dispose cependant de travaux qui démontrent qu'une approche faisant toute sa place à l'articulation entre phonèmes et graphème ne s'oppose pas à la compréhension des textes, favorise l'apprentissage de la lecture et réduit les inégalités d'apprentissage.

Sortir par le haut d'un débat sclérosant

Peut-on sortir par le haut de ce débat qui enferme un grand nombre d'élèves, notamment celles et ceux qui sont issus des milieux populaires, dans des dispositifs scolaires qui contribuent à leur échec ? Oui, à condition d'articuler deux démarches :

- Il faut conserver des idées de l'école nouvelle la nécessaire mise en activité intellectuelle des élèves. Aucun apprentissage ambitieux ne peut reposer sur la passivité des élèves et sur une simple logique de répétition. Confronter les élèves à des défis intellectuels qui suscitent chez eux le plaisir d'apprendre et de découvrir la « saveur des savoirs » (J.-P. Astolfi), implique aussi que l'on renonce à une logique de classement et de tri social, pour développer la coopération entre élèves.
- Il faut mettre en œuvre une « pédagogie explicite » (B. Bernstein) ou encore une « pédagogie rationnelle » (P. Bourdieu et J.-C. Passeron). C'est-à-dire une pédagogie qui confronte les élèves à la spécificité épistémologique des savoirs scolaires tout en leur fournissant les outils méthodologiques pour réussir les apprentissages. Bref, en construisant « une école de l'exigence intellectuelle » (J.-P. Terrail). Cela suppose un cadrage fort des activités des élèves qui s'efforce de désigner explicitement le lien entre les activités conduites en classe et les apprentissages visés. Cela suppose aussi une classification forte et explicite des savoirs pour que les élèves perçoivent très tôt que l'école enseigne

des savoirs qui ne peuvent pas être appris ailleurs et que ces savoirs sont soumis à des exigences de vérité (cohérence interne et confrontation au réel). L'accès à ces « savoirs à haute puissance » (M. Young) est ardu et en même temps enthousiasmant.

--

Groupe de recherche sur la démocratisation scolaire (GRDS)

Le système scolaire en France. Enjeux et perspectives 2018 : les défis de l'égalité (Pantin, Fondation Gabriel Péri, 2018).

Notes de bas de page :

Pour citer cet article :

Alain Beitone, « Débats sur l'école : les partisans de la démocratisation et de l'émancipation pris entre deux feux », *Silomag*, n° 8, hiver 2018. URL :

<https://silogora.org/les-partisans-de-la-democratisation-et-de-lemancipation-pris-entre-deux-feux/>